

Animateur

Hervé Bramy
membre du Conseil national
chargé de l'Écologie

CONFÉRENCE MONDIALE DES PEUPLES sur le changement climatique et les droits de la « terre-mère » COCHABAMBA - BOLIVIE

contribution de **Xavier Compain**
membre du Conseil national du PCF en charge de *Agriculture Pêche Forêt*

DANS CE NUMÉRO	
Actualités	
À propos du livre de Claude Allègre Patrice Busque	pages 3-4
La philosophie industrielle de Total André Brunstein	page 5
Repères	
Pour la création d'une <i>Organisation mondiale de l'environnement</i> Hervé Bramy	page 6
Développement humain durable <i>le débat et les propositions</i>	
À propos d'éco-production Roland Charlionnet Claude Mounier Pascal Lederer Jean-Jacques Blanc	pages 7-12
Développement durable et emploi Claudine Ludwig	page 13
À lire, à voir, à écouter	page 14

Réalisation

Claudine Ludwig
Patrice Busque
Marie-Luce Nêmo

la
prochaine
réunion de
la commission
Écologie
se tiendra le
vendredi 21 mai
de 12 h 30 à 14 h 30
au siège du CN *voir page 12*

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades

Nous sommes très honorés de l'invitation à cette première rencontre mondiale des peuples par le président de la République plurinationale de Bolivie, Evo Morales. À travers l'invitation faite à Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, je vous apporte le salut du Parti communiste français.

Après le sommet de Copenhague de décembre 2009, au cours duquel les États ont été incapables de conclure un accord pour sauver la planète, l'existence d'une véritable dynamique citoyenne mondiale pour agir résolument contre le réchauffement climatique est une nécessité absolue. Elle l'est tout autant contre la faim et pour la paix.

Pour notre part, rien ne se fera sans les peuples. La mobilisation de tant d'acteurs, d'associations, de citoyens, de scientifiques est essentielle. Cela confère à cette première *Conférence mondiale des peuples*, sur le changement climatique et les droits de la « terre-mère », d'immenses espoirs, mais aussi des responsabilités, parce que le capitalisme n'est pas écolo-compatible. Nous saluons cette nouvelle dimension des mobilisations qui allie mouvements sociaux, organisations politiques et gouvernements. À travers les objectifs de cette conférence, il s'agit pour les peuples, d'obtenir une traduction politique de leur lutte.

À cet instant, les réfugiés climatiques et les exilés de la déforestation n'ont comme horizon que d'aller grossir les mégapoles de la pauvreté. Quand le tout marché a prévalu sur le vivant et le devenir des générations futures alors il n'est plus suffisant de repeindre le capitalisme en vert qui sévit dans le monde et singulièrement en Amérique latine. **Les communistes français souhaitent que les ressources naturelles soient considérées comme biens communs de l'humanité et non comme marchandise.**

L'urgence est au développement de toutes les énergies non productrices de gaz à effet de serre. Ensemble, peuples du monde entier, nous avons à inventer un nouveau mode de développement humain durable, citoyen et solidaire qui assure le progrès social et l'accès effectif aux droits. **Celui à l'énergie doit être garanti à tous.** À court et moyen terme, le nucléaire est incontournable. Cela doit s'accompagner de moyens pour l'urgence de centrale de quatrième génération, plus sûre, plus économe et



Conférence mondiale des peuples (suite)

moins productrice de déchets. La recherche fondamentale et appliquée doit prendre un nouvel essor en faveur d'énergie renouvelable et complémentaire qu'il s'agisse d'électricité, des carburants...

La question nous est posée, solidairement, du développement de service public de l'énergie aujourd'hui aux mains des multinationales. Cette conférence mondiale doit permettre de jeter les bases de nouvelles coopérations, de rapport économique et financier alternatif au capitalisme. À cette fin, **le PCF propose la création d'une Agence mondiale de l'environnement qui rendrait cohérent le développement durable de la planète en matière sociale et environnementale.**

Nous proposons d'agir dès maintenant au niveau mondial afin que soit décidée une taxation des transactions financières et la réduction des dépenses militaires de 10% par an.

Cette conférence mondiale aborde avec courage l'agriculture et la souveraineté alimentaire quand les derniers G8 et G20 se sont conclus devant le terrible aveu d'échec de plus d'un milliard d'affamés de par le monde.

L'un des défis majeurs du XXI^{ème} siècle est celui de nourrir la planète. Il s'agit d'ici 2050 de rendre la nourriture disponible et accessible en quantité et en qualité suffisante à neuf milliards d'humains. La ressource alimentaire, le vivant ne peuvent être kidnappés par le marché au détriment des estomacs, la rémunération des travailleurs de la mer et de la terre n'est à remettre à plus tard.

Prenant appui sur une précédente rencontre des progressistes d'Amérique latine et d'Europe que nous avons organisée, nous pourrions – associations, mouvements et partis politiques rassemblés à Cochabamba – convenir d'engagements communs. À la question d'un référendum mondial sur les droits de la « terre-mère », y inclure **l'exigence d'une nouvelle gouvernance mondiale pour l'alimentation**, indépendante des logiques actuelles de l'organisation mondiale du commerce (l'OMC), du Fond monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale (BM), y adjoindre la sortie de l'agriculture de l'OMC avec comme préalable la souveraineté des peuples et l'expression démocratique de chacun.

Le PCF porte une politique de réforme agraire de dimension planétaire. Ce nouvel ordre alimentaire mondial basé sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale répond à l'exigence de souveraineté alimentaire des peuples.

Nous proposons d'engager des batailles internationales, notamment l'instauration d'une clause de sauvegarde à l'échelle mondiale lorsque les terres d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de la production, d'interdire la spéculation financière sur les matières premières agricoles et alimentaires, de taxer les importations abusives pillant les agricultures locales afin de financer la relocalisation des productions.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Fort de tous ces échanges et confrontations, de sa déclaration finale, cette conférence doit contribuer à l'émergence d'un mouvement populaire mondial au service d'un mode de développement humain durable. Les peuples ont entre leurs mains le levain de l'espoir et du possible.

Je vous remercie.

Paris, 21 avril 2010



À PROPOS DU LIVRE DE CLAUDE ALLÈGRE **la résistance aux « climato-sceptiques »**

Patrice Busque

« humiliant pour toute la science française »

**tels sont les propos de l'astrophysicien franco-québécois Hubert Reeves,
président de la Ligue ROC pour la Nature**

à propos du livre de Claude Allègre intitulé *L'imposture climatique, ou la fausse écologie*

Le sommet de Copenhague et son demi échec a été l'occasion de l'intensification d'une campagne internationale pour remettre en cause les travaux du Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC ou IPCC en anglais) sur le réchauffement climatique et par voie de conséquence donné des ailes aux « climato-sceptiques » qui rejettent les travaux du GIEC. Avec pour effet de jeter le discrédit dans l'opinion publique.

Étrangement, on peut remarquer qu'il y a peu d'hommes politiques pour remettre en cause le réchauffement climatique et son origine anthropique, à part l'ancien président des États-Unis, GW Bush, qui avait refusé de signer le protocole de Kyoto en déclarant que « le mode de vie américain n'est pas négociable ». Tout se passe comme si quelques scientifiques, très peu nombreux, servaient de vecteur à des forces masquées qui n'osent avouer leur opposition aux résultats des recherches sur le réchauffement climatique en raison d'intérêts économiques puissants. Sont ils des porteurs d'eau de ces intérêts ? En tout cas, il est légitime de se poser la question. À moins que se soit une forme de dogmatisme scientifique lié à une certaine vision du monde ?

Et il y a des précédents fâcheux à ces dénégations. Aux États-Unis, dans les années 1990, un groupe d'industriels lié aux énergies fossiles avaient formés la « Coalition du climat mondial » (Global Climate Coalition) composé de British Petroleum, Royal Dutch-Shell, DuPont, Ford Motor Company, General Motors etc. Opposée au protocole de Kyoto, la coalition s'était engagée dans une campagne de désinformation pour réfuter le changement climatique et avait financé des études orientées niant le phénomène.

La cause de tous les désordres écologiques, de la pollution, de la raréfaction des énergies, est le modèle capitaliste et libéral que tout le monde avait pour référence jusqu'à aujourd'hui. Or, ce modèle n'est pas tenable. Mais il y a évidemment de grandes résistances à changer les choses car cela dérange de nombreux intérêts.

Nicolas Hulot, journal *Le Parisien* du 2 avril 2010

À la tête du combat en France contre les travaux du GIEC, Claude Allègre, ancien ministre socialiste français de l'Éducation nationale qui, dans son livre *L'imposture climatique* n'y va pas avec le dos de la cuillère, mais il faut lui reconnaître de la persévérance. Son livre reçoit un accueil complaisant dans les revues et les grands médias radiotélévisés. Il se répand en déclarant que le GIEC est un organisme « totalitaire », composé non pas de scientifiques mais de « politiques ». Il accuse également les chercheurs d'avoir mis en place un système « mafieux » pour diffuser leurs théories et d'ajouter que les rapports de 3 000 pages de ce GIEC ne sont lus par personne. Lui, semble-t-il, ne les a pas lus.

Il conteste un nombre de thèses sur l'évolution du climat et dans son livre il reproduit aussi une courbe de son ami Vincent Couillot, qui défend une hypothétique coïncidence entre l'activité solaire et le réchauffement au XXème siècle, dont il a été montré dès 2007 qu'elle est entachée d'erreurs.

Pourtant l'histoire de cet organisme scientifique, le GIEC, mérite toute notre considération par son caractère unique et désintéressé. Créé en 1988 à la demande du G7, composé par deux organismes de l'ONU, l'organisation météorologique mondiale et le programme des Nations unies pour l'Environnement, il a beaucoup travaillé. Le Prix Nobel de la paix lui a été attribué en 2007 en reconnaissance de la qualité de son expertise. Il est composé de climatologues qui travaillent bénévolement pendant plusieurs mois par an. Le GIEC n'est pas un organisme de recherche, mais il fait la synthèse des travaux des laboratoires du monde entier. Il travaille au consensus, ce qui veut dire que les avis minoritaires sont pris en compte dans la rédaction des rapports. Les rapports sont certes fort longs, mais un résumé destinés aux décideurs rédigé avec les experts de tous les gouvernements permet de lui donner une validité reconnue.

Le GIEC a publié 4 rapports en 1990, 1995, 2001 et le dernier en 2007, qui confirment progressivement les hypothèses avancés à l'origine.





CLAUDE ALLÈGRE (suite)

Mais cette déferlante, portée par quelques scientifiques, contre les sciences du climat, n'est pas sans rencontrer des résistances.

Une pétition, signée par 500 scientifiques du climat, s'insurge contre les attaques dont il font l'objet :

« Un pacte moral relie les scientifiques et la société. Rémunérés principalement par les crédits publics, les scientifiques doivent déployer une rigueur maximale, pour la conception, la réalisation, la publication de leurs travaux. Leurs pairs sont les arbitres de cette rigueur, à travers les processus critiques de relecture, de vérifications, de publication des résultats. Les hautes instances scientifiques sont les garants de cette rigueur. C'est sur cette éthique scientifique que repose la confiance que la société peut accorder à ses chercheurs ... ».

Cette pétition est sans précédent par le nombre de ses signataires d'une discipline et de personnalités de premier plan. Celles-ci ne refusent pas le débat, elles le souhaitent dans le cadre des règles de la recherche scientifique.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le PCF dénonce le procès fait aux scientifiques

Des campagnes d'ampleur se développent pour mettre en cause, occulter et discréditer les conclusions obtenues par les diverses communautés scientifiques mondiales compétentes sur le lien entre réchauffement climatique et activités humaines responsables des rejets de gaz à effet de serre.

Le PCF s'interdit de prendre parti dans des débats entre scientifiques sur les questions de leurs compétences. Mais il prend en compte les avancées des connaissances, tant pour leurs valeurs culturelles, leurs potentialités de libération humaine, que pour leur apport à la maîtrise par l'humanité des problèmes qu'elle affronte dans son développement.

Le PCF condamne sans réserve ces campagnes qui non seulement discréditent des travaux scientifiques de grande ampleur, mais conduisent à penser qu'on « peut continuer comme avant ».

Parti communiste français
mercredi 7 avril 2010

Le réchauffement planétaire

est d'ores et déjà perceptible et préoccupant
au fil des années

les effets sont nombreux et significatifs

- depuis 1860, la température moyenne à la surface du globe a augmenté de 0,6 °C
- depuis 1900, le niveau moyen des océans s'est élevé de 10 à 20 cm
- depuis 1912, plus de 80 % des glaces du Kilimandjaro ont disparu
- depuis 1970, la calotte glacière arctique a diminué de 8 %, soit 2 fois la surface de la France
- depuis 1980, 25 % des glaciers alpins français ont disparu
- d'ici la fin du siècle, la température pourrait augmenter de 1,4 °C à 5,8 °C selon le GIEC

source : Maison de l'air. mairie de Paris

Faut-il s'étonner que la question du réchauffement climatique soulève autant de passions ? Comme le dit l'écologiste Nicolas Hulot (voir encadré) « il y a évidemment de grandes résistances à changer les choses car cela dérange de nombreux intérêts ».

L'avenir de la planète est en jeu, c'est-à-dire plus précisément l'avenir de l'espèce humaine. La planète peut se passer de nous, mais pouvons-nous nous passer d'une planète accueillante ? Là est la question !



TOTAL et sa philosophie industrielle

André Brunstein

deux associations rouennaises tiennent une conférence de presse à propos de l'usine Total/Grande paroisse-Normandie, sœur jumelle d'AZF/Toulouse

Lundi 8 mars, deux associations de Rouen (*UFC que choisir/Rouen* et *HauteNormandie nature environnement* (HNNE)), font une conférence de presse à propos de la situation de l'usine Grande paroisse/Normandie (GPN) sise à Grand-Quevilly, une ville de l'agglomération rouennaise. Cette usine, sœur jumelle d'AZF/Toulouse, est filiale du groupe Total. Le 9 mars, le journal local *Paris Normandie* titre à la une : « La tour qui fait peur » et y consacre deux pages intérieures. Pourquoi cette mobilisation ?

Le mardi 9 février, au Conseil départemental de l'Environnement, des Risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Seine-Maritime, l'Inspection des installations classées présentait au vote un projet de prescription non prévu à l'ordre du jour. Ce projet exigeait la mise en sécurité d'une tour dite tour de Prilling servant à la fabrication d'ammonitrates entrant dans la composition des fertilisants. Il a été immédiatement voté à l'unanimité.

Cette tour date de 1966, c'est une structure en béton de 50 m de hauteur et de 14,5 m de diamètre. L'épaisseur courante du voile en béton armé est de 24 cm. **Au pied de la tour, un ensemble de tuyauteries dont une canalisation d'ammoniac et un bac de stockage d'acide sulfurique.** De 1991 à 2008, des investigations et diagnostics ont été engagées par l'exploitant.

En 2004, dans un rapport d'experts, il était indiqué une corrosion active des cercles métalliques de maintien, des fissurations verticales régulièrement réparties, des zones de ségrégation du béton, une fracture verticale importante et évolutive sur la partie sud de la tour.

En 2008, un nouveau rapport réalisé par un cabinet d'expert préconise un traitement curatif urgent, contenu de l'évolution des dégradations.

En juillet 2009, un courrier de la DREAL (ex DRIRE), demandant des précisions sur la situation de la tour suite à une visite de l'inspection des installations classées, un courrier officiel a été envoyé, il est resté sans réponse.

En janvier 2010, l'exploitant n'a pas tenu informé l'inspection des installations classées de l'état de la tour malgré de nouvelles dégradations importantes constatées depuis plusieurs années. Les actions à court terme préconisées en conclusion du diagnostic de décembre 2008, n'ont pas toutes à ce jour étaient mises en œuvre. Les actions préconisées par l'étude de renforcement de la tour de juillet 2009 (Etude Freyssinet) n'ont pas été engagées à ce stade. L'exploitant a prétendu explorer d'autres solutions techniques.

Le 9 février 2010, l'exploitant, à ce jour, n'a pas défini les actions éventuelles pour la mise en sécurité, à court terme des installations voisines. L'exploitant prévoit pour juin 2010 l'étude d'une solution technico-économique en vue d'une solution pérenne.

La prescription préfectorale votée le 9 février demande à l'exploitant qu'avant le 30 juin 2010 une étude visant à définir les actions à mettre en œuvre pour supprimer de matière pérenne tout risque de détérioration notable de la tour. Elle doit être accompagnée d'un échancier. Une mise en sécurité des abords de la tour, les actions sont à engager sous un délai de 48 h à compter de la notification.

Dans la presse, le maire de Grand-Quevilly dit n'avoir eu aucune information sur la situation de cette tour. Le CHSCT de l'usine dit la même chose.

Quelles que soient les mesures mises en place depuis le 9 février, on peut dire que Total a fait porter de grands risques aux salariés, aux populations riveraines. Le montant des travaux estimés en 2008 était de 1,1 M d'euros, une goutte d'eau dans les profits 2009, plus de 8 milliards, de Total.

Quand on sait que Total affirme vouloir s'investir dans le nucléaire, on ne peut avoir que d'immenses inquiétudes.

Une mobilisation citoyenne est urgente. Le PCF peut largement contribuer à sa réalisation. Il est grand temps que la loi donne réellement aux salariés, à leurs représentants au sein des CHSCT, aux élus, aux services de l'État les moyens d'éviter ce genre de situation.



POUR LA CRÉATION d'une **Organisation mondiale de l'environnement**

Hervé Bramy

responsable national **Écologie** du PCF
conseiller général de Seine-Saint-Denis

Le mouvement de mobilisation (ONG, collectivités territoriales, forces sociales et politiques progressistes) lors du sommet de Copenhague a largement contribué à l'émergence d'une conscience citoyenne mondiale sur les enjeux du réchauffement climatique. Ainsi deux idées ont cheminé jusqu'à perturber le bal des négociations étatiques. L'une est que l'urgence climatique ne peut se concevoir sans justice sociale si on ne veut pas accroître les inégalités individuelles, collectives et territoriales. L'autre est relative à l'absence de volonté politique pour accorder à cet enjeu déterminant pour la survie de la planète les moyens financiers nécessaires. Puisqu'en temps de crise on a sauvé les banques, alors rien ne s'oppose à ce que l'on sauve le climat. L'échec relatif du sommet de Copenhague réside dans l'incapacité des États à construire un accord juridiquement contraignant qui fasse que chaque pays s'engage de façon utile et équitable. Cette exigence reste pleinement d'actualité. La création d'un corpus de droit environnemental à l'échelle du monde ne peut s'envisager que dans un cadre concerté permanent mondial. Les communistes sont favorables à la création d'une **Organisation mondiale de l'environnement** (OME) sous l'égide de l'ONU. Plusieurs raisons militent en sa faveur.

Les enjeux globaux et multiples du réchauffement climatique montrent à quel niveau d'interdépendance nous sommes parvenus dans le monde actuel. Il n'y a donc pas de salut possible sans ce cadre de dialogue international en lien avec l'action des peuples. On l'a vu avec Kyoto : la bonne volonté de quelques États ne peut suffire à résorber l'ampleur de la crise écologique, surtout lorsque celle-ci s'inscrit dans la création d'un marché des droits à polluer. Si le processus engagé depuis Rio a produit de premiers résultats, ils sont bien en deçà des nécessités. Toutes les régions du monde sont concernées, c'est à cette échelle que la solution est envisageable. Pour y parvenir, l'intérêt général doit être supérieur à toute autre considération et doit trouver à s'exprimer dans un droit international environnemental qui tienne compte de considérations diverses, dont celle

qui allie l'efficacité écologique au principe du droit au développement de chaque nation. Tant que la dette écologique des pays industriels à l'égard des pays en développement sera niée, alors toute avancée semble hypothétique. Par ailleurs, on connaît les limites réelles de l'intervention des institutions internationales face à la domination de l'idéologie libérale. L'ONU, elle-même, en a fait les frais récemment alors qu'elle cherchait à se réformer. La pente inquiétante qu'elle a empruntée depuis lors, en contractualisant des relations avec les multinationales, est sans issue.

Soyons clairs, sans remise en cause du capitalisme financier, de la domination du dollar – et son remplacement à terme par une monnaie commune –, des objectifs de l'OMC, des règles actuelles du FMI qui démantèlent partout les services publics – gages d'accès aux biens publics –, le chemin reste très difficile. En France, Nicolas Sarkozy abandonne l'injuste et inefficace taxe carbone dans l'attente d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe : c'est l'illusion du protectionnisme vert qui vise essentiellement les pays émergents comme la Chine, et non les multinationales responsables des émissions. Pour amortir ce nouvel impôt, les pays visés pèseront sur l'emploi, les salaires et les acquis sociaux. Ce serait une accentuation du dumping social sans garantie aucune de la moindre baisse de création de carbone par l'absence de réelles mesures d'adaptation des modes de production. Nous proposons de prélever chaque année 2 % sur les dépenses militaires afin d'alimenter un fonds mondial auprès de l'ONU géré par l'OME pour contribuer à un nouveau développement social humain. Le crédit, bien public, doit être délivré aux entreprises sur critères sociaux et environnementaux et des droits nouveaux doivent être reconnus aux salariés pour promouvoir des technologies non polluantes.

Face à ces enjeux, l'opinion publique doit agir afin que demain l'OME puisse jouer son rôle de dépassement des intérêts particuliers et stratégies des puissances qui dominent les relations internationales.



À PROPOS D'ÉCO-PRODUCTION

Roland Charlionnet 17 janvier 2010

Le fiasco des négociations sur le climat à Copenhague discrédite largement les dirigeants des pays inféodés au système capitaliste et remet en cause les fondements du capitalisme. Cela offre au parti révolutionnaire que nous sommes l'opportunité d'ouvrir de véritables perspectives de développement harmonieux pour une humanité respectueuse des êtres humains et de leur environnement. À condition que nos analyses et propositions soient bien étudiées et répondent aux nécessités du moment. C'est sans doute le cas pour l'énergie : ce que nous proposons actuellement est tout à fait innovant, réfléchi et parfaitement adapté aux problèmes d'aujourd'hui (<http://www.pcf.fr/spip.php?article4263>). Par contre, il me semble que le problème de la finitude de la Terre et de ses ressources forcément limitées n'est pas traité de manière convaincante. Il s'agit d'expliquer, en termes compréhensibles, comment faire pour ne pas épuiser la planète.

La question fondamentale est : allons-nous continuer à produire, selon le mode capitaliste, en épuisant les ressources d'un côté et en accumulant de l'autre les déchets ? Ou allons-nous organiser notre production de manière à la rapprocher du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels ? Cette deuxième option n'est pas totalement inconnue. Elle porte plusieurs noms : **économie circulaire** selon l'appellation sino-japonaise, **écologie industrielle** dans nos sociétés occidentales (voir par exemple le livre de Suren Erkman: *Vers une écologie industrielle*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2004, ou sur le site du Centre de recherches et d'études interdisciplinaires sur le développement durable de l'université technologique de Troie : <http://creidd.utt.fr/fr/index.html>). Personnellement, je préfère l'expression **éco-production** car elle met l'accent sur l'essentiel, le mode de production. L'éco-production consiste donc à mettre en œuvre une double stratégie productive. Tout d'abord, s'inspirer directement des leçons de la nature en organisant le bouclage des cycles de matière : soit par l'utilisation des coproduits, sous-produits et déchets d'un type de production par d'autres productions (c'est-à-dire d'une industrie par une autre), soit par la réutilisation du produit (éventuellement après l'avoir remanufacturé), soit enfin par le démantèlement du produit en fin d'usage et le recyclage des éléments qui le composent. Ensuite, réduire le plus possible la quantité de matière et d'énergie (décarbonisée, bien sur) par unité de biens produits au final, de manière à minimiser l'impact sur l'environnement. L'éco-production commence par l'identification des flux de matière qui ont un impact environnemental significatif (on parle alors de l'étude du métabolisme des différents secteurs d'activité), afin de dégager des synergies entre les différents secteurs. Elle doit être incorporée à la production dès la conception du produit à réaliser. Elle doit intervenir à tous les niveaux de la société afin que les démarches, telles que la réutilisation et le recyclage au sein d'une communauté d'acteurs (travailleurs, consommateurs, collectivité territoriale, fournisseurs, distributeurs...), soient intégrées dans l'ensemble du système économique. Elle doit impliquer un grand nombre de structures et différents types

d'organisations telles que les instituts ou centres de recherche, les universités, les groupements ou associations d'entreprises, les organismes d'État, régionaux ou consulaires pour le développement économique... L'éco-production porte en elle un développement renouvelé de l'humanité !

Nous vivons actuellement une période de crise. Mais ce n'est pas la première. Par exemple, l'humanité en a traversé une très grave à la fin du paléolithique. Les êtres humains, en position de prédateurs complètement immergés dans la nature (chasseur, pêcheur, cueilleur), devenaient trop nombreux pour réussir à subvenir à leur besoins. Dans ces conditions, la surexploitation des ressources naturelles devait entraîner des conflits continuels pour la conquête de nouveaux territoires nourriciers. C'est alors qu'advint la révolution néolithique et c'est au cours de cette période que le statut de l'homme a progressivement évolué de celui de prédateur vers celui de producteur (agriculteur, éleveur). Le passage de la cueillette à la culture implique un mode de pensée radicalement différent et demande des connaissances précises, obtenues par l'observation attentive et l'analyse minutieuse de faits naturels: sélection des graines, semailles à date précise, transformation des terrains en champ, assolement, fumure, irrigation, stockage (grenier-silos, poterie), cuisine. L'apparition de l'élevage implique que l'homme sache agir sur la reproduction et la domestication d'animaux spécifiques. Le mode de vie change. Les rapports sociaux se modifient. La sédentarisation se généralise car la terre peut nourrir cent fois – voire même mille fois – plus de population que le système précédent. Le regroupement en village devient peu à peu la règle. Grâce à l'élevage et à l'agriculture, le temps libéré peut être consacré à l'invention de nouveaux outils plus précis et plus efficaces dans les domaines de la céramique, du textile et de la vannerie. Il en résulte également une explosion démographique et une spécialisation de l'artisanat qui engendre des échanges se faisant parfois à très longues distances, etc. On connaît la suite de l'histoire. Les sociétés se hiérarchisent et le mouvement s'accélère avec l'apparition de la ville, de l'État, de l'écriture, des grandes religions poly, puis monothéistes. La métallurgie prend un essor important et des armées de masse sont organisées... Avec la rupture du néolithique, la vie des êtres humains a été complètement transformée : ils ne sont plus simplement immergés dans la nature, car sur bien des points, en devenant producteurs au lieu d'être simples prédateurs comme les autres animaux, ils la dominent. Et cela leur confère bien entendu une responsabilité toute particulière.

Quelques milliers d'années plus tard, le mode de production, qui s'est linéarisé notamment dans ses développements capitalistes actuels, atteint ses limites : la surexploitation de la nature, que l'on constate à nouveau, va nous obliger à le modifier radicalement. C'est une **économie circulaire** (autrement dit, une **éco-production**) qu'il nous faut initier maintenant.

Alors cette perspective, on l'ouvre ?





la contribution de Roland Charlionnet (page précédente, texte publié dans le N° 12)
a suscité les réactions suivantes (par ordre chronologique)

Claude Mounier 26 janvier 2010

Je pense que le champ ouvert par la contribution de Roland Charlionnet doit être approfondie dans le sens plus large d'un projet de civilisation.

Je lis ou j'entends souvent à la gauche du PS que le capitalisme n'est pas éco-compatible et que, par conséquent, implicitement, le dépassement du capitalisme est une condition nécessaire de résolution de la crise écologique. C'est péremptoire. Attention de ne pas faire de l'environnement une problématique analogue à celle de la libération de la femme dans le passé.

La circulation matérielle actuelle entre la nature et l'homme n'est pas réductible aux rapports sociaux capitalistes. L'exploitation minière ou la prédation de la nature sont bien antérieures aux rapports capitalistes, des mines existaient en Grèce antique. Faut-il renoncer, par anticapitalisme, à creuser la terre pour extraire des minerais ? Peut-on faire vivre cette matière extraite dans une « économie circulaire » ?

Un théoricien de la décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen, invoquant l'entropie, affirme (démontre ?) qu'il n'y a pas d'économie circulaire possible, la dispersion des matières terrestres dans l'économie est irréversible (les taux de recyclage des matières premières sont très loin de 100%). Faut-il, comme le préconise l'auteur Nicholas Georgescu-Roegen (fondateur du concept de bioéconomie), aller vers une agriculture biologique avec à la clé une réduction de la population humaine : « *L'humanité devrait progressivement réduire sa population à un niveau qui lui permettrait de pouvoir être nourrie par la seule agriculture biologique. Bien entendu, les nations qui connaissent aujourd'hui une forte croissance démographique auront un effort difficile à fournir pour obtenir le plus rapidement possible des résultats dans cette direction.* »

http://classiques.uqac.ca/contemporains/georgescu_roegen_nicolas/dcroissance/la_dcroissance.pdf page 106 (il faut lire ce qu'il entend par agriculture biologique dans les pages précédentes).

Malgré tous ces efforts, la fin du film terrestre s'arrêtera dans cinq milliards d'années! C'est la durabilité maximale de la Terre.

Le fond de ma pensée, c'est qu'il n'y a pas de développement durable ni d'état stationnaire durable. La référence aux générations futures est quasiment d'ordre mystique, de l'éternelle reproduction simple. J'ose une analogie avec une métaphore de la théorie de l'évolution (théorie dite de la *reine rouge*). « *Mais, reine rouge, c'est étrange, nous courons vite et le paysage autour de nous ne change pas ?* » Et la reine répondit : « *Nous courons pour rester à la même place.* » (Lewis Carroll : *De l'autre côté du miroir*). Un mode de développement antécédent produit des germes de sa propre destruction. Le nouveau mode de développement résout des problèmes et engendre les germes de sa propre des-

truction. C'est la course de la *reine rouge*. Il n'y a ni repos, ni fin de l'histoire. Si le développement durable, c'est cela, sans garantie de survie des générations futures, alors d'accord, gardons la formule ! Une anecdote : j'ai eu un débat avec un collègue du PG qui me dit qu'il faut en finir avec la consommation jetable : « Nous pourrions garder nos voitures 50 ans, mais le capitalisme nous pousse à la consommation ». Le développement durable devient le bien durable ou qui dure le plus longtemps possible, mis à part la ressource en pétrole ! Je lui ai répondu l'histoire de la *reine rouge* et là, j'étais l'affreux productiviste pendant une seconde avant que je lui sorte une étude sur l'intensité carbone des constructeurs de voitures

http://www.centreinfo.ch/doc/doc_site/carstudymarch07.pdf

Peut-être que notre niveau de mobilité actuel sera réduit, modifié à l'avenir, mais il faut chercher à conserver le meilleur et à supprimer les aspects nocifs.

Il convient sans idéologie (sans se mentir à soi-même) d'analyser ce qui se fait pratiquement dans le champ de la circulation matérielle homme/nature dans le cadre des sociétés capitalistes actuelles. Il convient de voir l'ensemble du mouvement (délocalisation des pollutions, écologie industrielle, éco-conception, recyclage, éco-production, rationalisation/évaluation écologique des cycles de vie). La réduction de l'intensité matérielle (énergétique ou autres) dans la production des biens et services peut être et est sans doute déjà une source de relance capitaliste d'une part par le canal idéologique et marketing (vendre la pureté écologique ou plus prosaïquement vendre des biens de classe A+/B/C...) et par une réduction anticipée des coûts écologiques qui vont nécessairement émerger (la pollution ou les exigences sociales et politiques d'une meilleure qualité de l'environnement, loi de la valeur oblige, va augmenter le temps socialement nécessaire à la production des biens et services, c'est le cas de l'eau je pense). La question du recyclage n'est pas nouvelle (1970, ruban de Mobius symbole du recyclage). L'extension d'une rationalisation de l'évaluation écologique dans les entreprises, dans les collectivités (bilan carbone, intensité matérielle et/ou carbone, agenda 21, etc) tout ce mouvement doit être analysé avec ces forces et limites.

Finalement, concernant l'apport communiste fort (au-delà de l'incantation le capitalisme n'est pas éco-compatible) pour se placer dans le champ de la civilisation, il convient d'analyser ce qui fondamentalement dans une société capitaliste entrave la prise en compte de la contrainte environnementale (pour une part effet retour du développement des populations). Si on pose le communisme comme une pratique visant à l'échelle des sociétés et du monde la maîtrise de son propre mouvement social, j'en tire les conséquences suivantes.



Claude Mounier (suite)

La circulation matérielle homme/nature tendant vers l'éco-production et vers le travail humain émancipé implique :

- un nouvel âge de la démocratie du local au mondial (aspect maîtrise de son propre mouvement social)
- dans les institutions électives des modalités de délibération et de décision, rapport avec les organisations non étatiques (syndicats, associations de consommateurs, etc.)
- citoyenneté permanente dans le rapport aux institutions électives (il faut de la RTT pour faire de la politique!)
- dans les entreprises, les collectivités territoriales
- un développement des sciences et des techniques, de la philosophie en profondeur dans la société, c'est-à-dire un développement d'un rapport démocratisé (éthique/politique) aux sciences et aux techniques (la maîtrise autonome de son propre mouvement social sans les capacités de masse de cette maîtrise c'est de la foutaise)
- réformes de structure dans l'éducation, dans la recherche et dans la culture, les comportements technophobes comme technophiles, je n'ai pas envie d'être dans un parti des moratoires généralisés
- ressources naturelles et connaissances humaines biens communs de l'humanité (disant cela, nous ne sommes pas dans l'écologie profonde).

Pascal Lederer

Le mérite des contributions de Claude Mounier et de Roland Charlionnet est, au minimum, de nous obliger à une réflexion critique stimulante.

Je voudrais réagir ici sur trois points et une remarque, sans discuter le fond des deux textes, sur lesquels il faut réfléchir.

1) Entièrement d'accord sur la remarque de CM à propos de la résolution de la crise écologique. Il n'est pas question de poser le dépassement du capitalisme comme condition nécessaire à la résolution de la crise écologique. La formulation que la commission écologie a utilisée me paraît juste: la lutte pour la transformation sociale et pour le développement durable sont deux impératifs indissociables, qui impliquent des politiques contradictoires avec la domination du capital. Le dépassement du capitalisme et la résolution de la crise écologique sont des processus qui s'appuient sur le mouvement populaire pour faire mûrir la contradiction capital-travail et la contradiction nature-société jusqu'au changement qualitatif, par un processus qui ne peut être linéaire.

2) D'accord aussi, peut-être, avec CM sur un autre point: il ne peut y avoir de « développement harmonieux » ; la lutte révolutionnaire vise à en finir avec les mutilations humaines inhérentes au capitalisme, mais la contradiction entre forces productives et rapports de production est l'essence de la vie sociale: elle ne disparaît pas avec le capitalisme; ce qui disparaît c'est une résolution mutilante des contradictions. Le développement durable est un développement ou la contradiction société/nature cesse progressivement

Sur la contribution de Roland *stricto-sensu* : sur l'énergie nous sommes clairs. « C'est sans doute le cas pour l'énergie : ce que nous proposons actuellement est tout à fait innovant, réfléchi et parfaitement adapté aux problèmes d'aujourd'hui » <http://www.pcf.fr/spip.php>, article 4263.

Je suis perplexe devant le flou des concepts de court-moyen terme et de moyen-long terme. Qu'est-ce que cela veut dire en années? Les réacteurs nucléaires avec des durées de vie en exploitation de 40 à 60 ans, est-ce du moyen-long terme ou du court-moyen terme ? Le dépassement du nucléaire à fission, est-ce penser supprimer la fission et conserver le nucléaire dans le cadre de la fusion, sinon je ne vois pas la pertinence de la notion de dépassement ? La fusion thermonucléaire, c'est très probablement pas avant 2100 pour un prototype industriel, donc hors jeu pour jouer un quelconque rôle dans la lutte contre l'effet de serre. Enfin, parler de la génération IV, cela met le nucléaire à fission en position de fonctionner pendant au moins des siècles, voire des millénaires!

Une réserve sur le parcours assez linéaire de l'histoire de l'humanité (du paléolithique à nos jours). Les populations nomades sont restées longtemps actives sur le continent euro-asiatique(15 siècles).

d'être mutilante pour les hommes et la nature, mais, là non plus, elle ne saurait disparaître.

3) Je suis un peu inquiet de voir citer les travaux de théoriciens de la décroissance, sans critique de fond. J'en reste ici à l'idée que poser le problème de la décroissance en dehors des contradictions sociales est erroné. Il faut de la décroissance dans les gâchis et les dépenses militaires, dans les activités financières, dans les inégalités sociales ou les disparités Nord-Sud, dans la consommation énergétique moyenne par habitant, etc., mais il faut de la croissance de la satisfaction des besoins, etc.

4) Une remarque pour finir. Au XIXème siècle, un scientifique anglais a lancé un cri d'alarme sur le développement à Londres des transports hippomobiles (omnibus, carrosses, voitures en tous genre). Ses calculs montraient de façon indiscutable qu'en 1930, les rues de Londres seraient recouvertes de plusieurs mètres de crottin. Attention aux extrapolations qui font l'impasse sur le développement scientifique et technique. La crise du capital comme celle de l'environnement devraient imposer un développement de la recherche, avec un fort secteur de recherche fondamentale dégagé de toute visée appliquée, en même temps qu'un gros effort de recherche industrielle, financé par l'industrie. Des pôles industriels publics, dégagés de l'impératif de rentabilité maximum, seraient à même de développer cet effort. Nul ne peut prédire quelles avancées des connaissances, d'ici dix, vingt ou trente ans, seront les plus pertinentes pour affronter le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources énergétiques fossiles.



Jean-Jacques Blanc

Je partage ce que dit P. Lederer sur les points 1 et 3 (et partiellement sur le 2, mais ce n'est pas le sujet).

Oui, à mon avis aussi, il faut être plus offensif contre les idéologues de la décroissance. C'est une question de crédibilité et ça touche au fondement même du marxisme et à la pratique des alliances... Comment ne pas s'alarmer quand l'opportunisme électoral conduit certains dans les régions à s'allier avec les « objecteurs de croissance » ?

Il faut sortir du débat tel qu'il est souvent posé, y compris par nos alliés, et gagner à l'idée de s'interroger : quel type de croissance, croissance financière ou croissance riche en emplois ? Économe ou non en capital ? Production de biens utiles ou parasites (ex biens militaires...)?

Idem pour les accents anti-productivistes qui sont stériles et qui donne des gages à peu de frais aux verts.

quelques précisions sur certains aspects de l'écoproduction

L'écoproduction a donc pour objectif de rendre le système industriel compatible avec la Biosphère tout en satisfaisant les besoins d'une population, actuellement de plus en plus nombreuse, avec ses aspirations croissantes à l'émancipation et au bien être. L'ampleur du projet saute aux yeux. Il aborde très nettement des aspects civilisationnels. La référence à l'époque néolithique que j'ai faite a pour but de souligner que lorsqu'on touche suffisamment profondément aux moyens de production et de communication, cela modifie de fond en comble le mode de vie de la société tout entière.

Je tiens à rappeler tout d'abord que la thématique, sous ses différents noms, n'est pas nouvelle. Le concept apparaît de manière sporadique dans la littérature scientifique des années 60/70 et on peut même dire maintenant que c'est dans l'air du temps. Des livres, des articles, des instituts et des centres de recherches lui sont consacrés (en plus de ceux que j'ai précédemment cités, on peut voir, entre autres, the Wuppertal Institute

<http://www.wupperinst.org/en/home/index.html>).

Cependant, la plupart des démarches et des réflexions entreprises actuellement restent dans le cadre d'un développement capitaliste. De la même manière que nous voyons un capitalisme Vert essayer de se parer d'atours écolos, il y aurait un capitalisme écoproductif. Mais c'est pour mieux cacher que le productivisme est un caractère systémique du capitalisme, la production n'y étant réalisée qu'en vue du seul profit (même s'il peut exister des dérives productivistes en dehors du capitalisme). L'écoproduction ne peut véritablement s'épanouir que si on place les êtres humains au centre de tout processus productif. Je pense que le PCF est parfaitement armé pour faire sienne et proposer cette nouvelle perspective : lutte pour le communisme et lutte pour l'écoproduction, même combat ! (Cela est bien en conformité avec les propos récents d'Hervé Bramy

Il s'agit pas d'être des « bouffeurs d'acier » ou des « obsédés des hauts fourneaux », mais de questionner là encore le type de productivité pour déboucher sur des critères d'efficacité sociale, au final il s'agit de changer la régulation du système (rentabilité...) en gardant tout son dynamisme...

Sans oublier que les pays socialistes ont chuté (entre autres raisons), sur la question des libertés, sur leur incapacité à développer l'intercréativité que réclame la révolution informationnelle certes, mais aussi sur l'incapacité à produire les biens de consommation auxquels aspirait la population...

À leur façon, ils ont testé « l'adhésion » populaire à la décroissance ou à la stagnation de la consommation des biens de tous les jours qui horrifie tant nos bobos!

Ignorer la reproduction élargie des besoins et la spirale de la production ... ne peut mener loin.

Roland Charlionnet 4 avril 2010

et de Pascal Lederer concernant les luttes pour la transformation sociale et celles pour le développement durable qui doivent être menées de pair).

Il s'agit donc de mettre en œuvre un chantier aux multiples facettes. Cycliser l'activité productive humaine et l'intégrer harmonieusement au sein des cycles biogéochimiques de la nature, est un travail immense. Je n'aborderai ici, succinctement, que 2 aspects. Le premier décrit à grands traits le nouveau mode de vie induit par l'écoproduction : la société de service. Le deuxième rend compte de la décroissance au niveau des flux de matière qu'entraîne l'écoproduction.

Vers une société de services

Suren Erkman, in *Vers une écologie industrielle*, édition CL Mayer
L'écoproduction, en fait, renverse la perspective actuelle. Il s'agit de passer de la production et de la vente d'objets neufs à la fourniture de prestations de qualité, c'est-à-dire se diriger vers une véritable *économie de services* (*functional economy*), ou autrement dit, *une société d'utilisation*. Dans la conception du système productiviste, la notion de *valeur d'échange* est d'importance. Il s'agit désormais de donner la primauté à une autre notion : la *valeur d'utilisation*. Cela peut se faire par la durabilité qui permet de diminuer la vitesse des flux de ressources et par l'utilisation intensive des biens qui permet de réduire le volume des flux de ressources.

Stratégie de la durabilité

Il s'agit de : mettre en place de véritables systèmes d'entretien ; prévoir des utilisations en « cascades » où l'on réutilise des biens usagés pour des fonctions moins exigeantes ; concevoir les produits, dès le départ, pour durer longtemps (c'est le contre-pied du paradigme productiviste où l'usure et l'obsolescence rapides des produits sont programmées) ; la construction modulaire d'un produit doit être prévue dès sa conception, afin de ne devoir remplacer que la partie usée ou technologiquement dépassée (cela doit également



Roland Charlionnet (suite)

s'accompagner d'une standardisation des composants et de leur compatibilité avec d'autres appareils de marques différentes) ; pour les entreprises ou collectivités publiques mettre en place des « services de revente » concernant le matériel qui n'est plus utilisé.

Stratégie d'utilisation intensive

L'utilisation massive des ressources constitue une des meilleures stratégies de dématérialisation (c'est-à-dire, de diminution du flux de matière). Par exemple, un même véhicule (voiture, vélos etc.) peut fort bien être utilisé par plusieurs conducteurs soit par la location commerciale, soit selon la formule de « coopérative de partage ». D'une manière générale, il s'agit donc autant que possible de procurer le service, la satisfaction, l'utilisation plutôt que le bien lui-même. Naturellement, la rentabilité de l'utilisation intensive réside dans le fonctionnement optimal du système. D'où la nécessité d'une bonne maintenance, par ailleurs génératrice d'emplois stables. Dans l'économie de consommation sous sa forme actuelle, la prévention qui vise à éviter les pannes, est considérée comme un coût additionnel indésirable, car l'objectif est d'accroître les ventes de produits neufs. A l'inverse, lorsqu'on cherche à optimiser l'utilisation des ressources, la prévention devient une stratégie hautement rentable et désirable, car le prestataire de service fera tout pour assurer la satisfaction du client au moindre coût.

Au centre de la philosophie de la durabilité et de l'utilisation intensive des ressources on trouve donc la notion d'entretien. La stratégie de l'entretien peut s'organiser de quatre manières qui sont rangées ici dans l'ordre de rentabilité décroissante : la réutilisation du produit (après contrôle de son état), la réparation du produit (s'il est conçu de manière modulaire, réparation des segments défectueux), la remise en état et la mise à jour technologique par module, le recyclage des matériaux.

Cela n'est pas sans conséquence pour l'emploi. En effet les activités qui, dans le système productiviste actuel, sont liées à la production, à la distribution de produits neufs et à la gestion des déchets sont remplacées dans un système éco-productif par des activités de maintenance et de réparation. Cette substitution entraîne une forte demande pour des technologies et des équipements de pointe. Cela devrait entraîner une augmentation du nombre et de la qualification des emplois, désormais moins liés aux lieux de production. Il y a transfert de postes de la production vers les activités d'entretien et ces emplois sont considérés comme stables car ils dépendent beaucoup moins des fluctuations de la demande. Contrairement au travail productif de l'économie industrielle traditionnelle, un service ne peut pas être stocké. Cela provoquera une augmentation du volume de travail : un service efficace devant pouvoir être fourni 24 h sur 24, et d'une façon décentralisée, c'est-à-dire sur le lieu même de sa consommation. De plus dans un tel système basé sur l'optimisation de l'utilisation, les biens dissémi-

nés chez les utilisateurs (concentrés dans les centres urbains) constituent les nouveaux « gisements » d'activité économique, par conséquent la décentralisation des opérations d'entretien devient une nécessité économique.

Le point important, dans une telle *stratégie d'utilisation* optimale, se situe dans la conception des biens et des services. Les recherches doivent se focaliser sur le perfectionnement de fonctions et de composants représentant un réel progrès c'est à dire une véritable amélioration du service. Cette approche devrait entraîner un ralentissement de la vitesse de développement de nouveaux produits et une amélioration permanente des biens en usages, plutôt qu'une substitution incessante de produits imparfaits par de nouveaux produits imparfaits telle qu'on la voit actuellement. On remplacerait ainsi des vagues de nouveaux produits par des vagues d'amélioration de produits existants. Naturellement cela n'empêcherait pas de mettre au point des produits entièrement nouveaux pour tirer profit d'éventuels progrès technologiques majeurs.

Dans une *société d'utilisation*, il ne s'agit pas de vendre le produit lui-même mais le service qu'il peut fournir. De ce fait le fabricant en assume toutes les responsabilités « du berceau au berceau », c'est-à-dire durant toute la durée du cycle de vie du produit, y compris son devenir après usage. Tous les coûts des imperfections sont désormais internalisés par l'exploitant du bien. Autrement dit, le fabricant et le prestataire de service ont tout intérêt à mener une politique de qualité et de fiabilité.

Enfin, il est bon de remarquer qu'une véritable économie de services sera essentiellement régionale. Cela va à l'encontre de la logique actuelle des délocalisations.

Une véritable alternative à la décroissance

De nos jours le thème de la décroissance est développé de façons variées. Cela va de la rhétorique malthusienne et profondément réactionnaire d'un Nicholas Georgescu-Roegen (cité par Claude Mounier), au progressisme de bon aloi et plutôt sympathique de Martine Billard et Hervé Kempf, par exemple. Je pense qu'avec ces derniers, nous pouvons instaurer un véritable et fructueux dialogue en approfondissant ensemble la possibilité de réduire les flux de matières par l'écoproduction. Mais il n'en va pas de même avec le théoricien de la décroissance qu'est Nicholas Georgescu-Roegen. Pour lui, la solution aux problèmes environnementaux passe par une décroissance liée à la démographie : réduire le nombre d'humains sur Terre, jusqu'au niveau où une agriculture purement biologique soit en capacité de nourrir toute la population. La démonstration qu'il en donne, passe par une manipulation malhonnête des principes de la thermodynamique – c'est curieux, les créationnistes aussi basent leur argumentation fallacieuse sur une mauvaise interprétation de ce domaine de la physique fondamentale. Il commence par nier que la matière soit une forme concentrée de l'énergie – alors que les 2





Roland Charlionnet (suite)

grandeurs sont reliées par la fameuse formule $E=mc^2$. S'il admet qu'à partir de la matière on puisse obtenir de l'énergie, il réfute avec force que le contraire puisse être vrai, c'est-à-dire qu'on peut passer de l'énergie à la matière – alors que toute l'histoire de l'Univers depuis le Big Bang prouve le contraire et qu'en laboratoire, dans les accélérateurs de particules, on fasse classiquement émerger, en mettant en œuvre des énergies énormes, des particules massives qui n'étaient pas présentes au début de l'expérience et dont la masse correspond précisément à la quantité d'énergie calculée à partir de la relation d'Einstein. Sa conclusion est, que de toute façon la matière ne peut aller qu'en se dégradant (il propose même un quatrième principe de thermodynamique pour le dire !) et que donc si on veut que ça dure longtemps, mieux vaut ne rester qu'un petit nombre d'élus qui consommeraient le moins possible de chose. Je me permets de réagir quelque peu violemment car je croyais que Malthus appartenait à l'Histoire. Or le voilà de retour, dans ce climat délétère de peur et de défaitisme qui s'instaure insidieusement dans notre société depuis quelques années (on entend même le député Vert de Paris, Yves Cochet, énoncer tranquillement de tels propos malthusien !). Je partage donc pleinement les appréciations portées par Jacques Blanc et Pascal Lederer au sujet de ces décroissants-là.

Par contre, beaucoup plus intéressante et utile est la discussion qui s'établit avec le courant de pensées dont Martine Billard et Hervé Kempf sont de brillants représentants. Dans ses deux derniers ouvrages, (*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme !* et *Comment les riches détruisent la planète*) Hervé Kempf croit pouvoir conclure que l'avenir n'est pas dans la technologie, mais dans un nouvel agencement des relations sociales et que ce qui ferait pencher la balance, c'est la force et la vitesse avec lesquelles nous saurons

retrouver l'exigence de la solidarité. Il y a là bien sûr, matière à être d'accord et aussi matière à engager la discussion. Pour nous, (je crois), **le développement considérable des connaissances et de la puissance des techniques qui en résulte est ambivalent** : il présente deux aspects contradictoires. Il est actuellement utilisé souvent dans un sens qui augmente l'exploitation, la domination, l'aliénation des être humains et qui dégrade l'environnement naturel. Le monde, dans l'organisation capitaliste de la société, se fragilise considérablement. Nous partageons cette analyse avec Hervé Kempf mais là où nous différons c'est que nous reconnaissons qu'existe un deuxième aspect au développement technologique, deuxième aspect qui est éminemment positif. On peut considérer en effet que les possibilités actuelles d'amélioration des conditions de vie et d'épanouissement de chacun n'ont jamais été aussi ouvertes. Il suffirait de canaliser le progrès des connaissances scientifiques et techniques pour que les transformations de la société qu'il induit restent centrées sur des objectifs humanistes: respect de la dignité humaine, conservation et entretien des grands équilibres naturels, satisfaction des besoins sociaux exprimés, élaboration d'une éthique de vie. Je pense précisément que c'est le mode de production sur lequel il nous faut agir car c'est lui qui conditionne les relations sociales qui peuvent s'élaborer.

Ouvrons ensemble la perspective de l'écoproduction. La cyclisation des activités productrices humaine peut engendrer si elle est bien conçue une véritable décroissance des flux de matière et une minimisation de l'impact anthropologique sur la planète. Bien sûr, le recyclage ne fonctionne jamais à 100%. Il faut le faire fonctionner juste suffisamment pour que le reste soit compatible avec les capacités d'auto-épuration des grands cycles naturels. Cela demande d'énormes efforts de recherche et d'organisation.

commission Écologie

réunion du vendredi 21 mai de 12 h 30 à 14 h 30
au siège du Conseil national, salle 22

à l'ordre du jour

1. L'apport de la commission Écologie sur les transformations du PCF (à l'ordre du jour du congrès extraordinaire des 18, 19 et 20 juin prochains)
2. Bilan des activités de la commission écologie
3. Plan de travail pour les prochains mois
4. Point sur la préparation du séminaire sur l'énergie

Pour nous permettre de mieux t'accueillir, bien vouloir confirmer ta participation à :
jyoudom@pcf.fr
ou en appelant (Jean) au 01 40 40 11 59

Si tu ne peux faire le déplacement, il est possible de participer à cette réunion
par téléconférence en appelant le 08 05 10 30 01
suivi du Code d'accès: 425489#



DÉVELOPPEMENT DURABLE et emploi

Claudine Ludwig

Dans le contexte actuel où, avec la crise économique, l'écologie apparaît souvent comme un objectif à long terme qui, dans l'immédiat, risque d'aggraver encore la situation de l'emploi, cette question mérite d'être posée. Pour certains, dans un réflexe productiviste que nous connaissons bien, oubliant à quel point crise économique, sociale et écologique sont étroitement liées, l'urgence est au maintien de l'emploi et de la croissance ; pour le reste, nous verrons plus tard.

De nombreux exemples montrent aujourd'hui que la politique de recherche du profit maximum conduite par le capitalisme ne préserve ni l'un ni l'autre. Actuellement, c'est bien cette politique qui, en France, conduit à la disparition de milliers d'emplois et rien d'autre, cette politique qui conduit à la fermeture ou à la délocalisation d'entreprises industrielles, à la disparition d'emplois dans les services ou dans les métiers de la protection de l'environnement, comme par exemple la foresterie ou de nombreuses exploitations agricoles... C'est aussi cette politique qui pollue, aggrave la production des gaz à effet de serre, détruit les écosystèmes.

Il apparaît clairement que crise sociale, crise environnementale, crise économique sont étroitement liées, qu'elles s'aggravent l'une l'autre et que l'on ne peut les résoudre indépendamment les unes des autres. C'est ce que propose de prendre en compte le nouveau mode de développement, durable, humain, solidaire défini par le Parti communiste lors de son 34^{ème} congrès, un développement respectueux des hommes et de leur environnement et qui ne sacrifie ni l'un ni l'autre. Cela est vrai aussi en ce qui concerne l'emploi. Et voyons bien que le développement durable peut être aussi créateur d'emplois.

Parlons d'abord des filières directement liées à l'environnement. Après le Grenelle de l'environnement, Borloo n'annonçait-il pas près de 600 000 d'ici 2020 de ce qu'il est convenu d'appeler « emplois verts ». Ceux-ci seront sans doute moins nombreux qu'annoncés et, en aucun cas, ils ne suffiront à combler les pertes massives dans l'industrie. Parlons aussi de ceux qui pourront apparaître dans le cadre d'une transformation de la production plus propre, moins productrice de gaz à effets de serre et économe en matières premières. Une industrie qui soit en outre mieux adaptée dans ses productions aux besoins nouveaux qu'un tel développement fera surgir. Des États comme la Chine ou les États-Unis y travaillent avec un certain succès.

Ces 600 000 emplois sont ceux qui devraient normalement découler de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement si l'ensemble des objectifs en étaient atteints. Ainsi, la moitié de ces emplois concerne l'isolation des bâtiments, on estime que, jusqu'en 2020, 300 000 personnes pourraient être amenées à y travailler, de nombreuses créations

d'emplois devraient être nécessaires dans tout ce qui concerne les métiers liés à l'entretien des milieux naturels, qu'il s'agisse des sols, des rivières ou de l'ensemble des milieux humides, du littoral, des forêts, des réserves naturelles ou pour le traitement des déchets. De grands besoins existent aussi dans le développement des énergies renouvelables, notamment éolien, photovoltaïque et géothermique.

En outre, ces constructions ou des modifications de structures ou d'équipements améliorant l'environnement (par exemple une ligne de TGV) peuvent être générateurs d'emploi sans pour autant être qualifiés de « verts ». Cela concerne tous les types d'emplois. Si beaucoup sont peu qualifiés, il y a aussi de grands besoins dans les services, l'innovation, la recherche, dans tous les secteurs, qui pourraient provoquer un regain d'intérêt pour certaines filières. Certes, ces emplois ne suffiront pas à combler les pertes massives qui s'opèrent chaque jour dans ce pays, mais alors que patronat et gouvernement s'acharnent à détruire le potentiel industriel, n'est-il pas temps de poser la question d'une reconversion industrielle plus écologique à la fois dans son fonctionnement et dans ses productions ?

À l'heure où les salariés mènent de luttes très dures pour s'opposer aux suppressions d'emplois, aux fermetures d'entreprises, aux délocalisations, ne serait-il pas temps de réfléchir à des modifications, à des productions mieux adaptées aux besoins actuels ou qui s'imposeront dans un avenir proche ? Si nous prenons la lutte exemplaire des salariés de la raffinerie de Dunkerque, largement soutenue par les salariés des autres raffineries, ne nécessiterait-elle pas que l'on s'interroge sur l'avenir de ces entreprises dans la perspective du *pick oil* et de la réduction prévisible de la production de pétrole à court ou moyen terme ?

Quelles transformations pouvons nous envisager ? Des besoins importants existent et ne feront que croître dans les années qui viennent ; le traitement des déchets, le recyclage des productions... pour d'autres, il est possible de s'appuyer sur ce qui existe déjà. Produire des voitures électriques ne suppose pas la disparition de l'industrie automobile mais sa transformation et son maintien en France. L'éolien se développe en France, peut-être pas autant que souhaitable, pourquoi ne pas fabriquer le matériel nécessaire en France ? On pourrait multiplier les exemples et, dans tous les cas, il y a là des gisements d'emplois souvent qualifiés.

Ces créations et transformations d'emplois nécessitent un grand effort d'adaptation et de formation. Nous l'avons vu, des métiers risquent de disparaître, beaucoup devront évoluer, d'autres au contraire vont devenir nécessaires. Un très grand effort de formation sera indispensable. Effort qui devra se mener en accord avec les personnels concernés, les entreprises, les collectivités territoriales et qui nécessite un engagement de la puissance publique dans son ensemble.



À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

L'imposteur c'est lui Réponse à Claude Allègre

Sylvestre Huet
Éditeur : Stock 2010

Aux sources de notre nourriture

Gary Paul Nabhan
Éditeur : Nevicata 2010

Solutions locales pour un désordre global

Coline Serreau
Éditeur Actes Sud 2010

Sans le nucléaire on s'éclairerait à la bougie

**Corinne Lepage
et Jean François Bouvet**
Éditeur : Eyrolles 2010

Développements durables Tous les enjeux en 12 leçons

Yvette Veyret et Jacqueline Jalta
Éditeur : Éditions Autrement 2010

Ralentir la ville

Paul Ariès
Éditeur : Golias 2010

et aussi

SUR LE WEB

Exposition Universelle de Shanghai Meilleure ville, meilleure vie

Grand forum sur la vie urbaine et le développement durable
Du 1er mai au 31 octobre 2010
<http://fr.expo2010.cn/>

AU CINÉ

CRUDE : le réel prix du pétrole

Plains feux sur le plus important procès environnemental
de tous les temps
Un documentaire de **Joe Berlinger**
Grand prix du jury au Festival de Sundance 2009

Quatre chercheurs français du CNRS (S. Bouneau, S. David, J.-M. Loiseaux, O. Méplan) viennent de publier une étude intéressante dans les Annales de Physique, qui s'intitule : **Construction d'un monde énergétique en 2050** (Ann. Phys. Fr. 34, n°1, 2009)

Ce travail, sur la base d'hypothèses raisonnables (population mondiale, réduction des inégalités de développement, division par 2 des émissions de CO2) tente d'établir quelle pourrait (devrait) être la part respective des différentes sources d'énergie.

Le lien pour l'accès à l'article, dont le résumé de 4 pages (sur une centaine au total) résume bien la démarche et les conclusions :

<http://www.annphys.org/index.php?option=toc&url=/articles/anphys/abs/2009/01/contents/contents.html>

L'intérêt de ce travail est de donner des estimations quantitatives de décroissance/croissance de consommation énergétique par habitant pour aboutir en 2050 à un monde à peu près vivable, où les rejets de CO2 seraient diminués d'un facteur 2. Ce travail ne discute pas les conditions politiques et économiques pour aboutir au modèle envisagé.

Pascal Lederer

Le LEM (lieu d'étude du mouvement des idées et de la connaissance)
du PCF a invité

Sylvestre Huet, journaliste à *Libération* (et ancien de *l'Humanité*)
qui a écrit un ouvrage contestant les analyses de Claude Allègre
sur le réchauffement climatique

Cette rencontre aura lieu

le jeudi 6 mai à 14 h 30 au siège national du PCF, 2 place du Colonel-Fabien Paris 19ème

email contacts, pour plus de renseignements : avermeersch@pcf.fr ou luca.dn@pcf.fr

